

UN MONDE COMPLÈTEMENT SURREÉL

NOAM CHOMSKY

UN MONDE
COMPLÈTEMENT
SURREÉL



La collection Instinct de liberté, dirigée par Marie-Eve Lamy, propose des textes susceptibles d'approfondir la réflexion quant à l'avènement d'une société nouvelle, sensible aux principes libertaires.

© Lux Éditeur, 2004

www.luxediteur.com

Dépôt légal : 4^e trimestre 2004

Bibliothèque nationale du Canada

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-89596-032-1

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du programme de crédit d'impôts du gouvernement du Québec et de la SODEC.

Nous remercions le magazine *Les Raisons de L'Êre* pour son aimable autorisation de reproduire « Contrôler l'opinion publique ».

« Les maîtres de l'humanité » a été publié à l'origine dans *The Nation*, le 29 mars 1993, © Noam Chomsky.

« Pas moyen de nous échapper » a fait l'objet d'une conférence publiée sous le titre de *Enter a World That is Truly Surreal, President Clinton's Sudden Use of International Violence*. © *Open Magazine*, Pamphlet Series, 1993.

NOTES DES ÉDITEURS

Serait bien embarrassé celui qui, inspectant les rayons de la bibliothèque de Noam Chomsky, chercherait à déterminer les convictions politiques de celui-ci. Les livres les plus divers doivent s'y côtoyer : une anthologie de textes de Bakounine et un livre de l'ultra-conservateur Gingrich, les ouvrages historiques de Gabriel Kolko et les autobiographies de Churchill, de Truman, de Hitler ou de Kissinger, par exemple. De même, sur son bureau, travaux de linguistique, de mathématiques, de philosophie, d'économie et d'histoire, rapports d'Amnistie Internationale et de Human Rights Watch, ainsi que maints journaux et revues de tous horizons sont sans doute empilés les uns sur les autres. . .

C'est que, en véritable intellectuel, Chomsky s'attache à lire aussi bien ses inspirateurs et alliés idéologiques que ses opposants : il tient pour essentiel d'étayer ses argumentations de citations précises qu'il commente et dont, parfois, il montre la perfidie. Cette exigence contribue à la solidité de ses travaux, qu'aucun de ses détracteurs, malgré la hargne qui anime souvent ceux-ci, n'est parvenu à saper¹.

1. Voir à ce sujet : *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, Spartacus, 1984. Noam Chomsky dérange, même à gauche, ou ce qui est d'ordinaire tenu pour tel. Voir la postface de Jean Bricmont, « Folies et rai-

C'est aussi que ses investigations couvrent de larges domaines, ceux de la politique intérieure états-unienne et de l'actualité internationale. Presque aucune région du monde, que ce soit l'Amérique latine, le Moyen-Orient ou l'Asie du Sud-Est, n'échappe à ses commentaires.

Neil Brooks, de la Osgoode Hall Law School, note : « le langage détermine notre façon de penser et d'essayer de rendre le monde intelligible et la langue peut aussi bien servir à obscurcir et à tromper qu'à expliquer et à clarifier ». C'est pourquoi, selon lui, « quand les gens adoptent le vocabulaire des puissants, ils se trouvent automatiquement, et souvent inconsciemment, incapables d'imaginer une autre façon de penser les choses »². Le rôle que Chomsky s'est donné est de décrypter « le vocabulaire des puissants » et d'en comprendre les véritables enjeux.

Les « institutions idéologiques occidentales » ont l'exorbitant pouvoir de « falsifier, d'embrouiller et de réinterpréter les faits, dans l'intérêt de ceux qui dominent l'économie et le système politique »³, c'est-à-dire de donner au monde une « intelligibilité » qui les sert, entravant ainsi les efforts de compréhension individuels et indépendants. C'est à ce genre d'efforts que nous convie la lecture de Chomsky.

sons d'un processus de dénigrement. Lire Noam Chomsky en France. », dans *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Marseille-Montréal, Agone-Lux, (2002) 2004.

2. Neil Brooks, *La gauche contre la droite : les attaques contre le secteur public*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives, septembre 1995, p. 11.

3. Noam Chomsky et Edward s. Herman, *Économie politique des droits de l'homme*, vol. 1, Paris, Albin-Michel, 1981, p.17.

CONTRÔLER L'OPINION PUBLIQUE

Quelle est, selon vous, l'idéologie dominante transmise par les médias¹ ?

Dans les pays occidentaux, les médias sont eux-mêmes soit des corporations privées soit des médias de l'État, lui-même influencé, comme on le sait, par les puissances financières. Les médias aux États-Unis représentent donc généralement de grandes corporations ou des parties de consortiums. Ils s'intéressent, en tant que tels, à ce qu'on appelle le « contrôle de l'opinion publique », à savoir l'éternelle bataille pour la conquête de la pensée populaire et son endoctrinement au service de l'idéologie capitaliste. Je ne fais que citer certains dirigeants de l'industrie de la communication, qui sont très francs au sujet de leur intention réelle d'endoctrinement, et qui mettent en place beaucoup de moyens pour y parvenir.

La société américaine est gouvernée par les affaires : chaque année, un trillion de dollars, soit le septième du produit national brut, est dépensé uniquement dans le domaine du marketing, dont le but est, en grande partie, de contrôler l'opinion publique. Sachant que d'im-

1. Entrevue accordée par Noam Chomsky au magazine *Les Raisons de l'Ire* (n° 7, novembre 1995-janvier 1996). Propos recueillis par Ali Idrissi (Montréal).

portantes institutions médiatiques possèdent un énorme pouvoir d'influence auprès du public, il n'est pas surprenant qu'elles se « vendent » au marché que représentent d'autres institutions privées de marketing. C'est ainsi qu'elles essaient de maintenir la population enfermée dans l'endoctrinement du mythe capitaliste.

Et dans les pays en voie de développement ?

Il n'y a pas qu'une seule catégorie de pays en voie de développement. Dans plusieurs de ces pays, les médias appartiennent à l'État et diffusent sa propagande. Toutefois, il ne faut pas négliger l'influence des géants médiatiques venant des sociétés industrialisées ; ils ont un contrôle énorme sur l'ensemble des médias de ces pays, en incluant le système culturel populaire (divertissement, information, etc.). Citons simplement l'exemple des sources d'information dans le monde : elles sont implantées presque uniquement dans quelques pays riches. Quand le Tiers monde a tenté de développer des agences indépendantes d'information, l'Occident a très rapidement écrasé ces tentatives. Les États-Unis ont presque détruit l'UNESCO parce qu'ils ne supportaient pas une telle volonté d'indépendance. Ils voulaient s'assurer le contrôle de la pensée populaire à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Quel devrait être le rôle des médias aujourd'hui ?

C'est un peu comme demander quel aurait dû être le rôle des médias en Union soviétique... Ils auraient dû dire la vérité, mais c'était impossible dans le cadre des institutions de l'époque. Aux États-Unis, en France ou ailleurs, les médias devraient permettre une discussion libre, avec la participation des habitants, et établir la vérité sans se soumettre aux intérêts des pouvoirs politiques ou

financiers. Toutefois, nous ne pouvons attendre un tel revirement étant donnée l'emprise du pouvoir qui les soumet.

Les médias devraient-ils établir et préserver les démocraties ?

Si la démocratie est une bonne chose, comme je le crois, alors toutes les institutions médiatiques devraient l'encourager ; mais elles ne le font pas car elles détestent la démocratie ! Elles pourraient le faire en développant leur propre pouvoir, indépendamment des structures politiques et financières. Aujourd'hui, dans une certaine mesure, les médias sont indépendants. Il y a des journalistes indépendants connus pour leur intégrité professionnelle. Mais si les médias étaient totalement indépendants, ils stimuleraient une compréhension et une conscience qui permettraient l'épanouissement de la démocratie.

Pensez-vous que les États-Unis imposent leur conception du monde par l'intermédiaire de leurs médias ?

On ne peut parler des États-Unis comme la résultante d'une seule source de pouvoir ; il y a plusieurs sortes de pouvoir dont les intérêts diffèrent et qui peuvent entrer en conflit les uns avec les autres. Ces sources de pouvoir sont bien identifiées et contrôlent les médias. Évidemment, elles tentent de présenter leur vision du monde de manière à ce qu'elle soit acceptée par le grand public, pour ainsi augmenter leurs pouvoirs et leurs profits.

Un dirigeant de l'industrie des communications a écrit un manuel intitulée *Propaganda*, qui décrit la fabrication du consentement comme l'essence même de la démocratie. Il explique que les détenteurs du pouvoir doivent utiliser la propagande afin d'assurer la subordination de la population à leurs intérêts. Ce principe date de

James Madison : la constitution américaine a été formulée dans le cadre du principe de Madison, qui affirme que « la responsabilité essentielle du gouvernement est de protéger les minorités riches contre la majorité ». Ce principe a été accepté à l'unanimité lors de la convention constitutionnelle et le rôle des médias est de faire en sorte que cela demeure ainsi. Ce n'est pas un secret !

Dans quelle mesure la liberté d'expression est-elle présente dans les médias américains ?

La liberté d'expression existe aux États-Unis plus qu'ailleurs. Mais elle s'obtient tout comme n'importe quel produit au sein d'une économie capitaliste : il suffit d'avoir suffisamment d'argent pour se l'acheter. Sur le marché, une grande quantité de chaussures sont disponibles sans aucune restriction tant que vous avez de quoi payer. Il en va de même pour la liberté d'expression : elle est disponible en grande quantité, sauf que vous n'y avez accès qu'avec beaucoup d'argent.

Qu'en est-il des gens qui n'ont pas d'argent mais qui veulent exprimer leurs opinions ?

Moi, par exemple, je suis libre de dire ce que je veux. Je peux donner un nombre illimité de conférences à des auditoires de milliers de gens et personne ne peut empêcher cela. Mais, bien sûr, les plus grands médias américains ne diffusent pas et ne diffuseront jamais un discours comme le mien. Ils sont très francs et directs sur ce sujet. Récemment, le directeur de l'information de NPR (National Public Radio) a affirmé que je ne pourrai jamais parler sur ses ondes. C'est tout à fait logique puisque mes idées vont à l'encontre de leurs intérêts. On ne peut pas dire que ce soit une atteinte à ma liberté d'expression : je garde une liberté d'expression complète. Pour ce qui est

de protéger la liberté d'expression et de la rendre accessible à tous, la France ou le Canada ne sont pas plus en avance que les États-Unis.

Pouvez-vous mentionner un cas de désinformation ou de manipulation de l'information ?

Prenons le cas du processus de paix au Moyen-Orient. Les médias anglo-américains peuvent décrire ce processus comme le grand miracle, puisqu'il apporte une solution à l'un des plus grands et des plus vieux conflits ethniques. Les médias rapportent qu'Israël accepte de se retirer de la Cisjordanie et de reconnaître un État palestinien, etc. Cependant, en réalité, Israël ne s'est retiré que de 2 % des territoires occupés, gardant le contrôle total de 70 % de ceux-ci. Les 28 % qui restent sont constitués d'une centaine de régions dispersées, toujours sous le contrôle de l'administration locale d'Israël. En contrepartie, les Palestiniens devaient reconnaître la souveraineté et la légitimité de l'État d'Israël. Ils devaient ainsi accepter la présence de l'occupant dans les territoires choisis par Israël, ainsi que le contrôle sur les réserves d'eau. . .

En fait, pendant 25 ans, les États-Unis sont parvenus à bloquer toutes les initiatives diplomatiques au Moyen-Orient parce qu'elles étaient basées sur la résolution 242 de l'ONU, laquelle exigeait qu'Israël se retire des territoires occupés. Dès les années 1970, toutes les résolutions des Nations unies visaient l'autonomie palestinienne. Les États-Unis se sont toujours opposés autant au retrait israélien des territoires qu'à l'autonomie palestinienne. Ils ont utilisé leur droit de veto pour faire avorter les résolutions du Conseil de sécurité et ont voté avec Israël contre toutes les décisions de l'Assemblée générale des Nations unies. Cependant, rien de tout cela n'est apparu dans les médias américains. Le fait que les États-Unis aient été les seuls

à s'opposer aux initiatives de paix au Moyen-Orient n'a jamais été rapporté au public américain. Finalement, les États-Unis ont gagné : ils ont réussi à enterrer la résolution 242. Voilà ce que nos médias appellent la grande solution du conflit. . . Même en Union soviétique les médias n'auraient jamais réussi à déformer la réalité aussi radicalement que ne l'ont fait et que ne le font encore les médias américains. Le pire, c'est que l'influence des États-Unis est tellement forte que le monde entier finit par concevoir la réalité de cette façon.

Jusqu'à quel point pensez-vous que les médias occidentaux parviennent à façonner l'opinion publique dans un conflit comme celui du Moyen-Orient ?

Tout d'abord je doute que, dans ce conflit, les médias américains soient parvenus à façonner l'opinion publique. La majorité des Américains a toujours soutenu l'idée d'un État palestinien. Donc, l'opinion publique est une chose et l'opinion officielle en est une autre. Cela se vérifie dans plusieurs domaines. Prenons un problème qui préoccupe tous les Américains : le budget. La communauté des hommes d'affaires favorise l'équilibre budgétaire, surtout parce qu'il constitue un moyen de réduire les dépenses dans les secteurs sociaux. La dette, fabriquée jusqu'à 80 % pendant les années Reagan, a été créée dans le but de réduire ces mêmes dépenses. Par la suite, le monde des affaires, les banquiers et les spéculateurs se sont mis à défendre la réforme budgétaire, et c'est pour cette raison que les deux grands partis politiques sont eux aussi en sa faveur. Par conséquent, la presse nous dit que le public y est favorable. Pourtant, les sondages ont révélé que seulement 5 % de la population pense que l'équilibre budgétaire est important ; ce qui signifie que la majorité du public s'y oppose. Et elle a tout à fait raison de le faire.

Mais peu importe : le peuple ne compte pas, puisqu'il est totalement écarté du domaine des décisions.

Quelles sont les motivations de votre combat en faveur de la liberté d'expression et de la justice sociale ?

La question devrait plutôt être : comment peut-on ne pas être en faveur de la liberté d'expression ? La base de l'intégrité de l'être humain est la liberté de penser. Avoir cette liberté de penser mais ne pouvoir l'exprimer librement équivaut à transformer l'être humain en machine. Si vous attribuez à l'homme une valeur qui lui est intrinsèque, vous ne sauriez qu'être en faveur de la liberté d'expression.